



PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**Direction départementale des territoires
et de la mer**

Arrêté n° 2017/SEE/1181

Relatif à l'interdiction de l'application de produits
phytopharmaceutiques à proximité des milieux aquatiques

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS-DE-LA-LOIRE PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 210-1 et suivants, et les articles L216-6 et L 432-2 ;

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 250-2, L253-1 à 18 sur la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que les articles L 254-1 à 12 et R 254-1 à 30 relatifs à la mise en vente, la vente, la distribution à titre gratuit, l'application et le conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;

VU le code de la consommation et notamment les articles L511-3 à 4 relatifs à la recherche et à la constatation des infractions ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L1311-2 à 4 ;

VU l'arrêté inter-ministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L.253-1 du code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007/BE/026 du 9 février 2007 interdisant l'application de produits phytopharmaceutiques à proximité des milieux aquatiques ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne ;

VU les éléments recueillis lors de la consultation du public organisée du 16 juin 2017 au 7 juillet 2017 ; conformément à l'article L 123-19-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les teneurs en substances actives phytopharmaceutiques relevées dans les mesures de la qualité de l'eau des réseaux de suivi de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, de l'Agence Régionale de Santé, du réseau complémentaire de la Cellule Régionale d'Étude de la Pollution des Eaux par les Produits Phytosanitaires (CREPEPP), ainsi que des réseaux de suivi des syndicats de bassins versants sur l'ensemble du territoire du département,

CONSIDERANT que le traitement chimique des fossés, cours d'eau, canaux, surfaces en eau et zones humides constitue une source directe de pollution qui présente un risque toxicologique à l'égard des milieux aquatiques concernés et d'altération de la qualité de l'eau,

CONSIDERANT qu'en Loire-Atlantique les ressources en eau potable proviennent essentiellement des eaux superficielles et que la nature des sols et la densité du réseau hydrographique rendent ces ressources vulnérables aux pollutions par les pesticides,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRETE

ARTICLE 1

En application de l'article 1 de l'arrêté inter-ministériel du 4 mai 2017 sus-visé, les points d'eau définis par le présent arrêté préfectoral sont constitués, sauf erreur matérielle lors de l'établissement de la carte :

- d'une part par les cours d'eau définis à l'article L. 215-7-1 du code de l'environnement, publiés sous forme d'une carte sur le site internet des services de l'État en Loire-Atlantique,
- d'autre part par les surfaces en eau apparaissant sur le fond de carte au 25000^e de la cartographie des cours d'eau publiée sur le site internet des services de l'État en Loire-Atlantique (plans d'eau, étangs, mares, bassin de rétention, lagunes, retenues collinaires, bassins d'orage, etc.), les puits et forages non protégés, les sources à écoulement permanent apparent.

ARTICLE 2

Conformément aux dispositions prévues par l'arrêté inter-ministériel du 4 mai 2017 sus-visé, afin de limiter leur transfert vers les points d'eau, l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en pulvérisation ou poudrage au voisinage des points d'eau définis à l'article 1 doit être réalisée en respectant la zone non traitée figurant dans la décision d'autorisation de mise sur le marché ou sur son étiquetage.

En l'absence de mention relative aux zones non traitées dans la décision de mise sur le marché ou sur l'étiquetage, l'utilisation des produits en pulvérisation ou poudrage doit être réalisée en respectant une zone non traitée d'une largeur minimale de 5 mètres pour les points d'eau définis à l'article 1.

ARTICLE 3

Une ZNT de 5 mètres doit être systématiquement observée autour de toute surface d'eau à ciel ouvert utilisée de manière permanente pour l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine.

ARTICLE 4

Par ailleurs, l'application des produits phytopharmaceutiques est interdite :

- sur et à moins de 1 (un) mètre des avaloirs, caniveaux et bouches d'égout ;
- sur les fossés et le reste des éléments hydrographiques, même à secs, non définis à l'article 1. De manière à s'assurer du strict respect de cette disposition, une marge de recul de non traitement d'au moins 30 cm à partir du bord, devra être respectée lors de l'application des produits phytopharmaceutiques.

ARTICLE 5

Dans les zones régulièrement inondées, l'application de produits phytopharmaceutiques est interdite sauf arrêté préfectoral dérogatoire.

ARTICLE 6

Les dispositions de l'article 4 s'appliquent également à l'entretien des fossés qui bordent les voies ferrées et routières. Le gestionnaire pourra déroger à cette règle d'interdiction s'il est en mesure de le justifier pour des raisons de sécurité.

ARTICLE 7

Un panneau rappelant les dispositions des articles 1 à 6 de la taille minimale d'une feuille A3 doit être affiché de façon visible pour le public dans chaque lieu de distribution de produits phytopharmaceutiques.

ARTICLE 8

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, constatées par les agents cités à l'article L250-2 et L253-14 du code rural et de la pêche maritime, seront punies selon les peines prévues à l'article L253-17 du même code. Si l'impact de l'infraction provoque des effets nuisibles sur la santé et ou de dommages à la faune et à la flore, les peines encourues sont prévues par les articles L216-6 et L432-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 9

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique. Il abroge l'arrêté préfectoral n°2007/BE/026 du 9 février 2007.

ARTICLE 10

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

ARTICLE 11

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, les sous-préfets de Saint-Nazaire et de Châteaubriant-Ancenis, les maires des communes de Loire-Atlantique, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental en charge de la protection des populations, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, le chef du service départemental de l'agence française de la biodiversité et le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

Fait à Nantes, le **10 JUIL 2017**

La PRÉFÈTE



Nicole KLEIN